CLUB DES ANCIENS DU MOUVEMENT ETUDIANT (CAME)

DECLARATION

L’environnement international qui a forgé le militantisme estudiantin durant les trois dernières décennies était marqué par plusieurs facteurs. Il s’agit notamment de la chute du Mur de Berlin, du Discours de la Baule appelant au multipartisme, des Programmes d’Ajustement structurels (PAS) dont les conséquences sociales ont suscité des mouvements contestataires dans nombre de pays africains.

Au niveau national, l’on assistait à l’accélération d’un pluralisme politique et syndical qui a traversé les Universités, mettant du même coup fin à la pensée unique avec la naissance de plusieurs organisations estudiantines dont le Rassemblement des Etudiants Non Boursiers (RENBO), le Mouvement National des Étudiants et Elèves non boursiers du Burkina (MONEEB), la Fédération Estudiantine et Scolaire du Burkina (FESBU),l’Union Nationale des Etudiants du Faso (UNEF), le Mouvement des Etudiants du Faso (MEFA), etc. Ce printemps d’organisations syndicales estudiantines va engendrer l’émergence de nouveaux courants de pensées et autres méthodes de lutte différentes de celles incarnées et pratiquées par l’Union Générale des Etudiants Burkinabé (UGEB/ANEB) qui est restée pendant longtemps le seul cadre d’expression des étudiants.

Nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper, que le Mouvement étudiant, en tant que creuset de formation politique, idéologique, syndicale et espace de contestation a joué un rôle appréciable dans l’évolution politique et sociale du Burkina Faso.

Hier, fer de lance des luttes de libérations nationales avec un radicalisme offensif, les associations estudiantines dans leur diversité continuent, certes avec moins de ferveur, de pousser à l’enracinement de régimes démocratiques soucieux des droits de l’Homme et respectueux des libertés fondamentales.

Aussi, le Mouvement étudiant était un véritable canal de passage à l’élite dirigeante. C’est ainsi que des anciens du Mouvement étudiant qui ont accédé au pouvoir d’État depuis les années 80 sont toujours les principaux animateurs de la scène politique au Burkina Faso. Mais force est de reconnaitre que la nouvelle génération n’a pas pu s’organiser conséquemment pour garder cette osmose entre le Mouvement estudiantin et la scène politique.

Si l’intention n’est pas de décréter l’arène politique comme chasse gardée des anciens du Mouvement étudiant, il n’est pas non plus trop prétentieux de revendiquer une portion de cet espace irréversiblement pluriel, aux fins de mettre en pratique une expérience façonnée et sédimentée par certains faits majeurs qui ont jalonné notre passage sur les différents campus universitaires. En effet, le passage aux fourches caudines de trois évènements majeurs a permis le raffermissement des liens militants de solidarité et de combativité au sein de notre génération, et du même coup permet de l’identifier. Au rang de ces faits majeurs, l’on peut citer entre autres :

• la lutte de 52 jours en 1996 ;

• l’affaire Norbert Zongo en 1998 ;

• l’année invalidée 1999-2000.

De cette époque universitaire à nos jours, plusieurs années se sont écoulées ; mais, l’esprit de notre engagement pour notre pays est resté intact.

La nouvelle génération des anciens du Mouvement étudiant connait des fortunes diverses dans la vie postuniversitaire. Si quelques leaders ont pu intégrer des formations politiques, bon nombre sont restés jusque-là sans engagement politique, ni militant. Dès lors, l’on peut s’interroger légitimement sur l’effectivité de la nécessaire transition générationnelle en politique dans notre pays.

Chaque génération devant s’assumer ou périr, cette situation nous a fait prendre conscience de l’impérieuse nécessité de s’unir pour affronter les défis du moment, au risque d’être hors orbite dans les dix années à venir. Mais, nous devons absolument éviter de transposer dans l’animation de la vie publique, les querelles crypto-personnelles nées au campus ; car cette malsaine pratique a causé beaucoup de tort à notre pays.

Déjà, nous constatons que notre manque d’engagement et de structuration en faveur d’une transformation profonde et qualitative de la Société sur les plans social, économique et politique a favorisé l’irruption dans l’espace public d’amateurs sans formation solide de base. La conséquence triviale de cette situation est le rabaissement du niveau du débat public, avec des thématiques aux antipodes des préoccupations réelles des masses populaires.

Face à ce tableau peu reluisant, et pour jouer notre partition à la nouvelle ère démocratique ouverte à la faveur de l’insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, nous, porteurs de la présente déclaration, avons décidé en toute conscience, de la mise en place du Club des Anciens du Mouvement Etudiant (CAME).

Notre rassemblement se veut être un point d’intersection des différentes trajectoires militantes individuelles et collectives (syndicalisme, associations, participation aux instances universitaires) d’hier qui transcendent les appartenances politiques, philosophiques, idéologiques, confessionnelles ou religieuses actuelles pour baigner ses racines pivotantes dans notre volonté commune inébranlable d’apporter notre pierre à l’édification d’un Burkina Faso de paix, de solidarité et surtout de prospérité partagée.

Le CAME est un cadre démocratique, un think tank citoyen, centré sur les valeurs de patriotisme et d’intégrité ayant pour principe sacro-saint, la défense de l’intérêt national avec une forte conviction que les deux béquilles de tout progrès demeurent la stabilité politique et la sécurité.

Mouvement d’éveil et de conscientisation, il entend offrir un espace de rencontre, de solidarité, de réflexion, de propositions et d’actions constructives à tous ses membres.

Dans ce sens, le CAME opèrera à travers des conférences-débats, des conférences de presse, des études, des colloques et symposiums, des productions et publications de tribunes, des prises de position sur les grandes questions nationales, sous régionales, voire internationales.

Ouagadougou, le 15 décembre 2018

Le Comité d’initiative